

# **COMMUNIQUE DE PRESSE DU 14.11.2016.**

## **Salariés Polyclinique ORMEAU - 7<sup>ème</sup> jour de grève :**

### **Les masques tombent !**

Au bout de sept jours de grève, après la parodie de négociation de samedi et les légitimes réactions de colère des salariés qui s'en sont suivies, madame Lagarde, Préfète des Hautes-Pyrénées provoquait ce matin à 10h15 une réunion en Préfecture. Avec la présence de la DIRECCTE, de l'ARS et des responsables de la polyclinique de l'Ormeau.

Ce matin les masques sont tombés du point de vue des réelles intentions de la direction : elle a dit clairement qu'elle n'était pas dans une position de négociateur. Ainsi elle avoue clairement que l'engagement pris le 10 novembre au soir dans les locaux de l'ARS étaient du vent.

Les masques sont aussi tombés quant à l'attitude de l'ARS qui tout au long du week end a déclaré que malgré les arguments des grévistes (droit constitutionnel du droit de grève, sécurité des patients), personne ne pouvait assumer de responsabilités au sein de l'ARS durant le week-end. C'est pourtant ce dimanche que l'ARS a ordonné de nouvelles réquisitions qui n'étaient pas prévu initialement pour permettre la poursuite d'activité programmées.

La délégation de salariés accompagnée de représentants de l'UD CGT et de représentants de la fédération de la santé CGT, ont exigé de la part des pouvoirs publics :

- La reprise des négociations sous l'égide de madame la Préfète ;
- Le respect constitutionnel du droit de grève et la mise en œuvre du principe de précaution qui doit se traduire par la fermeture administrative de la clinique.

Elle a également démontré que la bonne santé financière du groupe et de la clinique pouvait largement permettre de répondre aux revendications.

En conclusion, madame la Préfète a indiqué qu'elle ne pouvait en l'état s'engager dans un conflit au sein d'une entreprise privée mais qu'elle s'engageait immédiatement :

- A saisir la Préfecture de Région
- A ne plus signer de réquisition administrative tant qu'il n'y aurait pas une clarification avec les services de l'ARS et la Préfecture,
- A ce que la DIRECCTE procède à tous les contrôles nécessaires sur le respect du code du travail.

Après compte-rendu devant les marches de la Préfecture, les salariés ont décidé de durcir leur mouvement.

Dans un premier temps, les salariés en luttés sont venus soutenir une Déléguée Syndicale de la CGT ANRAS convoquée à un entretien préalable sans raison valable.

Vers 14h30, le site Ormeau-centre a été envahi par les salariés et est resté occupé jusque tard dans la soirée.

Un nouveau rdv est programmé pour demain à 8H30 sur le site d'Ormeau Pyrénées, une Assemblée Générale se déroulera dans la foulée pour organiser de nouvelles actions.

La détermination est intacte, les manœuvres de la direction ne font que décupler la colère des salariés.